

**UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE  
OUEST AFRICAINE**

-----  
La Commission  
-----

Département des Politiques Economiques  
et de la Fiscalité Intérieure



**NOTE DE CONJONCTURE  
ECONOMIQUE REGIONALE DANS  
L'UEMOA**

Bénin  
Burkina Faso  
Côte d'Ivoire  
Guinée-Bissau  
Mali  
Niger  
Sénégal  
Togo

**1<sup>er</sup> trimestre 2018**

**N°39**

Juin 2018

## Table des matières

Liste des tableaux.....	ii
Liste des graphiques .....	ii
Sigles et abréviations .....	iii
Résumé .....	1
Introduction.....	2
1. Conjoncture internationale .....	2
1.1. Activité économique mondiale.....	2
1.2. Inflation dans les principales régions du monde .....	3
1.3. Cours des matières premières .....	4
1.4. Taux d'intérêt.....	5
2. Conjoncture dans la zone UEMOA.....	6
2.1. Activité économique régionale .....	6
2.2. Evolution de l'inflation .....	10
2.3. Secteur extérieur .....	12
2.4. Finances publiques .....	16
2.5. Situation monétaire .....	18
2.6. Activités de la BRVM.....	20
2.7. Taux de change effectif réel (TCER) .....	21
3. Principaux faits marquants.....	21
3.1. Environnement international .....	21
3.2. Pays de l'UEMOA .....	22
Conclusion .....	24

## Liste des tableaux

<b>Tableau 1</b> : Cours des principales matières premières en dollars .....	5
<b>Tableau 2</b> : Production agricole dans l'UEMOA pour la campagne 2017/2018 .....	7
<b>Tableau 3</b> : Indice harmonisé de la production industrielle des pays de l'UEMOA ....	8
<b>Tableau 4</b> : Evolution de l'IHPC trimestriel de l'Union, par fonction, au premier trimestre 2018 .....	10
<b>Tableau 5</b> : Evolution de l'IHPC trimestriel de l'Union, par Etat membre, au premier trimestre 2018 .....	11
<b>Tableau 6</b> : Inflation sous-jacente et nomenclature secondaire de l'IHPC au 1 <sup>er</sup> trimestre 2018 (par rapport au 4 <sup>ème</sup> trimestre 2017) .....	12
<b>Tableau 7</b> : Evolution trimestrielle des exportations en valeur (en mds FCFA) .....	13
<b>Tableau 8</b> : Evolution trimestrielle des importations en valeur (en mds) .....	13
<b>Tableau 9</b> : Evolution trimestrielle du taux de couverture dans l'Union (en %) .....	14
<b>Tableau 10</b> : Evolution trimestrielle du solde commercial dans l'Union (mds FCFA)	15
<b>Tableau 11</b> : Recettes et Dépenses publiques dans les Etats membres de l'UEMOA au premier trimestre 2018 (en mds). .....	16
<b>Tableau 12</b> : Masse monétaire et contreparties dans les Etats membres de l'UEMOA au premier trimestre 2018 (en mds). .....	19

## Liste des graphiques

<b>Graphique 1</b> : Croissance dans les principales régions du monde .....	3
<b>Graphique 2</b> : Evolution des cours du pétrole (en dollars par baril) .....	4
<b>Graphique 3</b> : Taux de croissance économique dans l'UEMOA .....	6
<b>Graphique 4</b> : Evolution trimestrielle du taux de pénétration dans l'Union .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>

## Sigles et abréviations

---

<b>BCEAO</b>	: Banque Centrale des Etats de l’Afrique de l’Ouest
<b>BRVM</b>	: Bourse régionale des valeurs mobilières
<b>CNPE</b>	: Comité National de Politique Economique
<b>FCFA</b>	: Franc CFA
<b>FED</b>	: Réserve Fédérale des Etats - Unis
<b>FMI</b>	: Fonds Monétaire International
<b>IHPC</b>	: Indice harmonisé des prix à la consommation
<b>IHPI</b>	: Indice harmonisé de la production industrielle
<b>INS</b>	: Institut national de la statistique
<b>LIBOR</b>	: Taux interbancaire pratiqué à Londres
<b>Mds</b>	: Milliards
<b>PIB</b>	: Produit intérieur brut
<b>PNG</b>	: Position nette du Gouvernement
<b>TOFE</b>	: Tableau des opérations financières de l’Etat
<b>UEMOA</b>	: Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
<b>1T18</b>	: Premier trimestre 2018

## Résumé

La croissance de l'économie mondiale devrait être de 3,9% en 2018 et 2019 grâce à une dynamique vigoureuse, un état d'esprit favorable sur les marchés, des conditions financières accommodantes et les répercussions de la politique financière expansionniste des Etats – Unis. Quant à l'Afrique subsaharienne, en 2018, sa croissance serait de 3,4% contre 2,8% en 2017 portée par une amélioration progressive des perspectives moroses des pays exportateurs de produits de base.

En 2017, l'activité économique de l'Union a enregistré un taux de croissance de 6,7% contre 6,5% en 2016. Elle s'est déroulée dans un contexte de stabilité des prix avec un taux d'inflation de 0,8% contre 0,3% en 2016,

En 2018, l'inflation globale dans les pays avancés devrait passer à 2,0% contre 1,7% en 2017 sous l'effet de la hausse des prix des produits de base due à l'affermissement de la demande. Au cours du premier trimestre 2018, l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC) s'est établi à 112,3, s'inscrivant ainsi en hausse de 0,4% par rapport au trimestre précédent.

Au cours du trimestre sous revue, la production industrielle progresse au Mali et au Sénégal. Par contre, elle baisse en Côte d'Ivoire, au Niger et au Togo. Le chiffre d'affaire du commerce et des services globalement a été bien orienté dans les trois pays ayant fourni des données (Bénin, Côte d'Ivoire, Sénégal).

En raison de la mauvaise pluviométrie, la campagne agricole n'a pas été bonne dans plusieurs Etats.

Au niveau des échanges, les exportations de l'Union ont connu une progression au cours du premier trimestre de 2018 à l'instar du dernier trimestre de l'année précédente. Cette amélioration a permis un accroissement en valeur de 19,7% soit 621,3 mds de FCFA entre les deux trimestres. Au cours de la même période, les importations en valeur de l'Union n'ont presque pas variées (+0,3%) en liaison avec le recul observés au Bénin (-30,2%), au Burkina Faso (-6,8%) et au Togo (-4,5%).

Au niveau des finances publiques, le solde budgétaire s'est dégradé au cours du trimestre sous revue. En revanche, la masse monétaire, les actifs extérieurs nets et les créances sur les autres secteurs ont augmenté.

## Introduction

Le Département des Politiques Economiques et de la Fiscalité Intérieure (DPE) élabore chaque trimestre la Note de Conjoncture Economique Régionale afin d'assurer le suivi régulier de la conjoncture économique dans l'Union. Elle s'adresse aux décideurs régionaux et aux populations, aux chercheurs, aux étudiants, aux cadres et à tous les utilisateurs de données statistiques sur l'Union. Elle analyse les principaux indicateurs conjoncturels dans les huit Etats membres ainsi que leur évolution.

La présente note, deuxième de l'année 2018, analyse la situation économique et financière des Etats membres de l'UEMOA au premier trimestre 2018 et fait une brève projection sur le deuxième trimestre 2018. Elle est divisée en trois parties : l'environnement international, la conjoncture intérieure et les principaux faits marquants.

Les données de la conjoncture internationale proviennent de l'édition d'avril 2018 des perspectives de l'économie mondiale du Fonds Monétaire International (FMI), de la base de données «The Pink Sheet » de la Banque Mondiale, tandis que celles relatives à la croissance régionale sont issues du rapport de la surveillance multilatérale de décembre 2017. Les données nationales proviennent des Instituts Nationaux de la Statistique (INS), des Comités Nationaux de Politique Economique (CNPE) et des Directions en charge de la prévision des Etats membres.

## 1. Conjoncture internationale

### 1.1. Activité économique mondiale

La croissance de l'économie mondiale devrait être de 3,9% en 2018 et 2019 grâce à une dynamique vigoureuse, un état d'esprit favorable sur les marchés, des conditions financières qui demeurent accommodantes et les répercussions de la politique financière expansionniste des Etats – Unis. Cette croissance serait soutenue par une activité en hausse dans les pays avancés qui bénéficieraient de conditions financières toujours souples sur la période considérée malgré le durcissement progressif.

Aux Etats–Unis, la croissance serait de 2,9% en 2018 contre 2,3% en 2017. Cette progression s'expliquerait par une activité plus vigoureuse que prévu, un affermissement de la demande extérieure et l'impact macroéconomique de la réforme fiscale de décembre 2017. En effet, la baisse des taux de l'impôt sur les bénéficiaires et la déductibilité temporaire de tous les investissements devraient stimuler l'activité économique. En 2019, la croissance devrait décélérer pour se situer à 2,7%.

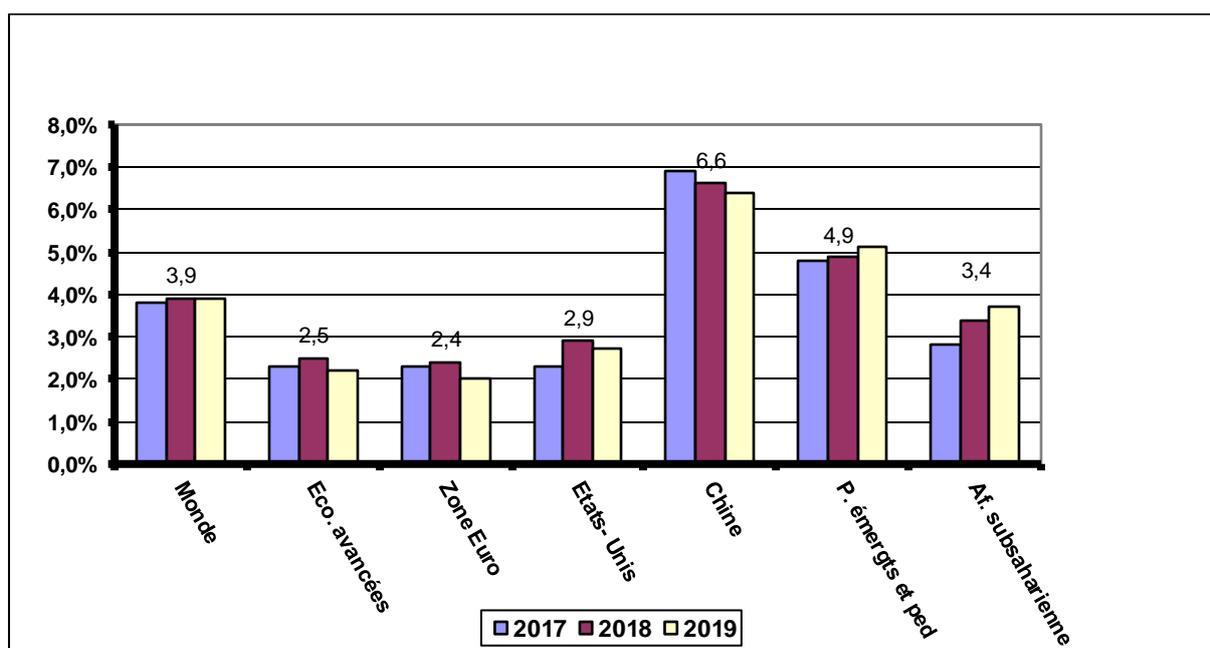
En zone euro, la croissance économique serait de 2,4% en 2018 contre 2,3% en 2017. Cette légère hausse s'explique surtout par une demande intérieure en expansion, une politique monétaire accommodante et une amélioration des perspectives de la

demande extérieure. En 2019, la croissance devrait s'établir à 2,0% freinée par une faible productivité sur fonds de réformes insuffisantes et d'une évolution démographique défavorable (vieillesse de la population).

Pour sa part, la croissance économique de la Chine, devrait fléchir en 2019 pour se situer à 6,6% contre 6,7% en 2017. Ce ralentissement s'explique essentiellement par une augmentation de la dette non financière en pourcentage du PIB. Le rééquilibrage de l'investissement vers la consommation privée et de l'industrie vers les services se poursuivrait. La croissance devrait encore ralentir à 6,4% en 2019 en raison de l'accumulation de facteurs de vulnérabilités.

Quant à l'Afrique subsaharienne, en 2018, sa croissance serait de 3,4% contre 2,8% en 2017 portée par une amélioration progressive des perspectives moroses des pays exportateurs de produits de base. Dans le même temps, la croissance s'améliorerait en Afrique du Sud avec l'augmentation de la confiance des chefs d'entreprises suite au changement de leadership politique. En 2019, les prévisions indiquent une croissance de 3,7%.

**Graphique 1:** Croissance dans les principales régions du monde



## 1.2. Inflation dans les principales régions du monde

En 2018, l'inflation globale dans les pays avancés devrait passer à 2,0% contre 1,7% en 2017 sous l'effet de la hausse des prix des produits de base due, entre autres, à l'affermissement de la demande. Par ailleurs, le fait que la croissance est supérieure à la tendance et la réduction des écarts de production par rapport à la production potentielle accentue les tensions inflationnistes. Aux Etats – Unis, l'inflation hors alimentation et énergie devrait passer de 1,8% en 2017 à 2,0% en 2018 puisque la croissance a dépassé son potentiel.

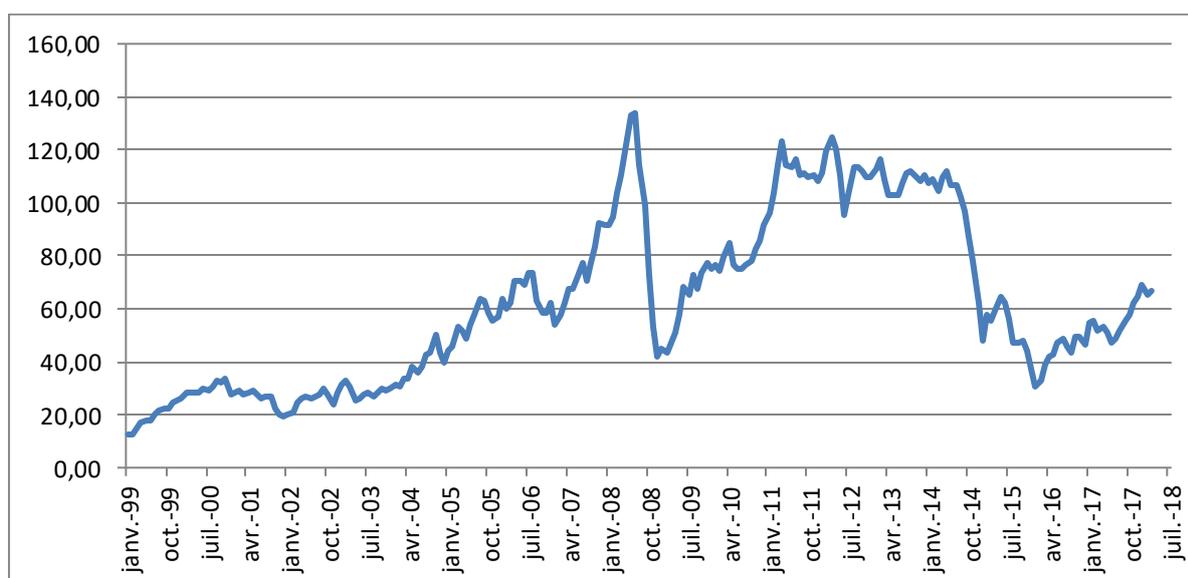
En zone euro, l'inflation hors alimentation et énergie devrait monter de 1,1% en 2017 à 1,2% en 2018 en raison principalement du fait que la croissance dépasserait la tendance.

Dans les pays émergents et en développement (hors Venezuela), l'inflation globale devrait passer de 4,0% en 2017 à 4,6% en 2018 en lien avec la hausse des prix de l'énergie et l'importance des écarts de production.

### 1.3. Cours des matières premières

Au premier trimestre 2018 comparativement au trimestre précédent, les cours du pétrole brut ont augmenté de 8,9%. Par rapport à la même période de l'année dernière, les cours ont augmenté de 23,8%. Cette hausse des cours du brut s'explique par les meilleures perspectives économiques mondiales, la prolongation de l'accord de l'OPEP visant à limiter la production et les tensions géopolitiques au Moyen-Orient.

**Graphique 2 :** Evolution des cours du pétrole (en dollars par baril)



Au premier trimestre 2018, comparativement au quatrième trimestre de l'année dernière, les cours de l'once d'or ont progressé de 4,2%. En glissement annuel, ces cours augmentent de 9,0%. Cette bonne tenue des cours de l'once d'or provient essentiellement de l'affermissement de la demande mondiale consécutive à la reprise économique mondiale.

Les cours du cacao ont augmenté de 6,8% lors de la période sous revue, comparativement à un trimestre plus tôt. Par rapport au même trimestre de 2017, les cours du cacao sont en hausse de 4,8%. Cette hausse des cours se justifie surtout par la difficulté actuelle à trouver des fèves de qualité dans les principales régions productrices d'Afrique de l'Ouest, plus précisément en Côte d'Ivoire et au Ghana.

Entre le premier trimestre de cette année et le dernier trimestre de 2017, les cours du café robusta ont baissé de 3,9%. En glissement annuel, les cours du café robusta

baissent de 16,9%. Ce recul des prix du café s'expliquent principalement par la hausse de la production dans certaines régions productrices malgré une amélioration de la demande.

Quant aux cours du coton, ils ont progressé de 10,6% comparativement au trimestre précédent et de 6,4% en glissement annuel. Cette bonne tenue des cours du coton pourrait découler d'une amélioration de la demande notamment dans les pays émergents et particulièrement en Chine.

**Tableau 1** : Cours des principales matières premières en dollars

Matières premières	Unité	2017		2018	Variations en %	
		T1	T4	T1	1T18/ 4T17	1T18/1T17
Pétrole brut (Brent)	\$ / bbl	54,1	61,5	67,0	8,9	23,8
Cacao	c / kg	209,0	205,0	219,0	6,8	4,8
Café arabica	c / kg	364,0	308,0	301,0	-2,3	-17,3
Café robusta	c / kg	236,0	204,0	196,0	-3,9	-16,9
Huile d'arachide	\$/tm	1 548,0	1 379,0	1 328,0	-3,7	-14,2
Huile de palme	\$/tm	773,0	701,0	674,0	-3,9	-12,8
Huile de palmiste	\$/tm	1 521,0	1 366,0	1 143,0	-16,3	-24,9
Maïs	\$ / tm	160,6	148,8	163,7	10,0	1,9
Riz brisé 5%	\$ / tm	371,3	400,7	412,0	2,8	11,0
Sorgho	\$ / tm	140,6	171,2	182,3	6,5	29,7
Blé	\$ / tm	154,3	179,8	182,3	1,4	18,1
Banane	\$ / tm	84,0	92,0	105,0	14,1	25,0
Farine poisson	\$ / tm	499,0	571,0	587,0	2,8	17,6
Sucre	c/kg	45,0	32,0	30,0	-6,3	-33,3
Bois (Saw nwood) Caméroun	\$/décimètre cube	593,4	636,1	758,5	19,2	27,8
Coton (A Index)	c/kg	187,0	180,0	199,0	10,6	6,4
Phosphate roche	\$/ tm	98,3	80,0	84,3	5,4	-14,2
Or non monétaire	\$/ toz	1 219,0	1 275,0	1 329,0	4,2	9,0

Source : PINKSHEET (Banque Mondiale)

## 1.4. Taux d'intérêt

Le taux des dépôts en dollars à 6 mois devrait être de 2,4% en 2018 contre 1,5% en 2017, au niveau du LIBOR. En 2019, ce taux pourrait être de 3,4%.

Le taux des dépôts en euros à 3 mois devrait être nul contre -0,3% en 2017. En 2019, ce taux pourrait être de 0,1%.

Le taux des dépôts en yens à 6 mois serait de 0,0% en 2018 comme en 2017. En 2019, ce taux devrait être de 0,1%.

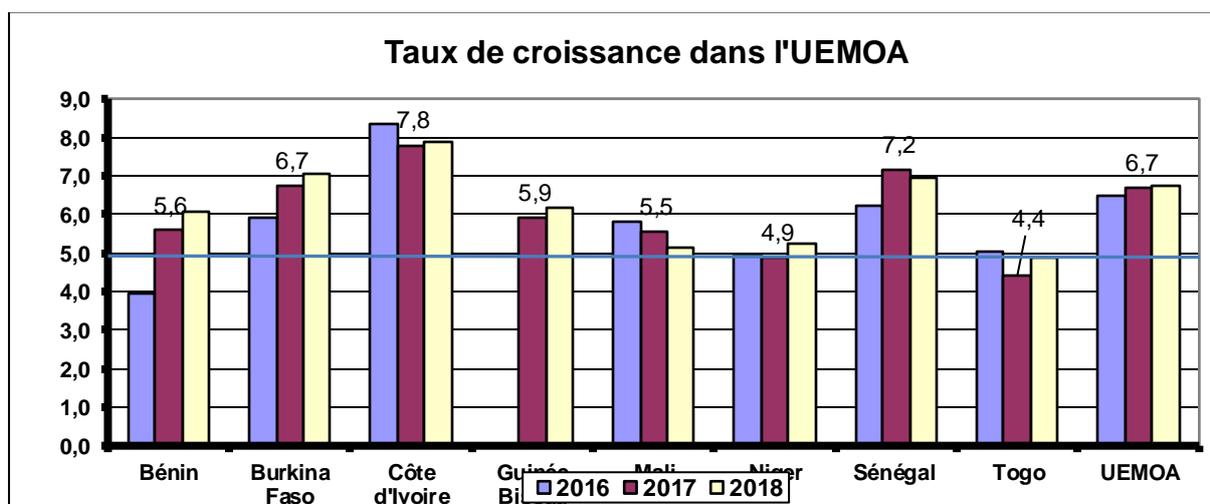
Le durcissement progressif des conditions financières dans la plupart des Etats entraine une hausse progressive des taux d'intérêt particulièrement aux Etats – Unis où la Réserve Fédérale a mis fin à sa politique d'assouplissement monétaire. Il convient de noter que les taux d'intérêt demeurent à des niveaux relativement bas.

## 2. Conjoncture dans la zone UEMOA

### 2.1. Activité économique régionale

En 2017, l'activité économique de l'Union a enregistré un taux de croissance de 6,7% contre 6,5% en 2016. Elle s'est déroulée dans un contexte de stabilité des prix avec un taux d'inflation de 0,8% contre 0,3% en 2016, en liaison avec la baisse des prix du pétrole et les bonnes campagnes agricoles dans plusieurs Etats membres. Pour 2018, il est attendu un taux de croissance de 6,8%.

**Graphique 3:** Taux de croissance économique dans l'UEMOA



Tous les Etats membres ont enregistré une croissance supérieure ou égale à 5% en 2017. Par pays, le taux de croissance se présenterait comme suit : Bénin (5,6%), Burkina Faso (6,7%), Côte d'Ivoire (7,8%), Guinée-Bissau (5,9%), Mali (5,5%), Niger (4,9%), Sénégal (7,2%) et Togo (4,4%). Cette bonne tenue de l'activité économique dans l'Union s'explique par les résultats positifs au niveau du secteur primaire, le dynamisme du BTP et le maintien des performances au niveau des transports et communications.

### Activité agricole

En raison de la mauvaise pluviométrie, la campagne agricole 2017/2018 a donné des résultats non satisfaisants dans plusieurs Etats membres notamment au Burkina. Les productions les moins importantes ont été obtenues en Guinée Bissau, tandis que les volumes de production les plus élevés ont été relevés en Côte d'Ivoire au niveau des cultures d'exportation et au Bénin pour les cultures vivrières.

En Guinée Bissau, les productions d'exportation sont entièrement dominées par la noix de cajou (87,4%). Le riz représente 41,0% de la production vivrière. En Côte d'Ivoire, le cacao représente 37,0% de la production d'exportation.

En ce qui concerne la production d'exportation, la hausse la plus importante a été notée au Sénégal. Cette augmentation s'expliquerait par une progression de 49,0% de la production d'arachide. Par ailleurs, dans ce même pays, la production vivrière a crû de 12,4%.

**Tableau 2 : Production agricole dans l'UEMOA pour la campagne 2017/2018<sup>1</sup>**

Etats	Production vivrière		Production d'exportation	
	en tonne	%	en tonne	%
<b>Bénin</b>	11.269.403	9,2	1.104.872	21,9
<b>Burkina</b>	4.063.198	-11,0	717.419	0,9
<b>RCI</b>	NC	NC	5.368.576	-3,4
<b>Guinée Bissau</b>	401.345	2,0	183.057	-5,5
<b>Mali</b>	10.081.083	8,4	750.000	3,2
<b>Niger</b>	7.963.375	0,6	6.403.455	-0,1
<b>Sénégal</b>	3.437.766	12,4	1.716.083	41,4
<b>Togo</b>	3.498.418	10,6	156.349	2,1
<b>UEMOA</b>	NC	NC	16.115.202	3,3

**Source :** INS des Etats membres

## Activité industrielle

En Côte d'Ivoire, au premier trimestre 2018<sup>2</sup> comparativement au trimestre précédent, l'indice harmonisé de la production industrielle (IHPI) a baissé de 11,0%. Cette baisse importante provient surtout des baisses de la production de la branche « fabrication de meubles » (49,0%), de celle de « la fabrication de matériels électriques » (42,0%), de celle de « fabrication de produits à base de tabac » (29,6%) et de celle « des autres activités extractives » (18,0%). Au cours de la même période, des hausses importantes ont été notées au niveau des branches suivantes : « fabrication d'articles d'habillement » (419,0%), « fabrication d'ouvrages en métaux » (83,0%) et « métallurgie, fonderie » (23,0%).

Comparativement à la même période de l'année précédente, l'IHPI a progressé de 1,3%.

<sup>1</sup> Estimations

<sup>2</sup> Données à fin février 2018.

**Tableau 3** : Indice harmonisé de la production industrielle des pays de l'UEMOA

Pays	1T17	4T17	1T18	Var 1T18/4T17	Var 1T18/1T17
<b>Bénin</b>	144,7	140 ,0	nc	nc	nc
<b>Burkina Faso</b>	164,9	153,8	nc	nc	nc
<b>Côte d'Ivoire</b>	159,5	181,6	161,6	-11,0%	1,3%
<b>Mali</b>	145,0	136,6	149,6	9,5%	3,1%
<b>Niger</b>	98,0	124,8	89,2	-28,5%	-9,0%
<b>Sénégal</b>	118,3	114,0	123,4	8,3%	4,4%
<b>Togo</b>	104,3	175,0	145,5	-16,9%	39,4%

**Source** : INS des Etats membres

Au Mali, au premier trimestre de l'année 2018, comparativement à un trimestre plus tôt, la production industrielle mesurée par l'IHPI, a progressé de 9,5%. Cette augmentation s'explique essentiellement par la hausse de la production des branches suivantes : « fabrication d'ouvrages en métaux » (+36,0%), « métallurgie, fonderie » (+26,2%), « égrenage coton » (+26,2%) et « édition, imprimerie et reproduction » (+24,8%). Au même moment des baisses importantes de production ont été relevées notamment dans la fabrication de produits alimentaires (-18,9%) et dans l'extraction d'or (-10,5%). En glissement annuel, l'indice progresse de 3,2%.

Au premier trimestre de cette année et comparativement au trimestre précédent, l'IHPI a baissé de 28,5% au Niger. Ce résultat négatif s'explique essentiellement par les baisses de 100% au niveau de la fabrication de textiles et de la production des matériaux de construction. La seule entreprise textile a fermé ses portes et l'unique cimenterie est en réhabilitation. Cependant, une hausse notable de 159,0% a été relevée au niveau de la production des industries métalliques. En glissement annuel, l'indice baisse de 9,0%.

Au Sénégal, au cours de la même période, l'IHPI a progressé de 8,6%. Ce bon résultat se justifie essentiellement par la progression de la production dans les branches suivantes : « industries alimentaires » (+46,3%) et « industries mécaniques » (+32,9%). Comparativement à la même période de l'année 2017, la production industrielle a augmenté de 1,1%.

Au premier trimestre 2018, comparativement au trimestre précédent, la production industrielle a baissé de 16,4%, au Togo. Ce recul est surtout imputable à la baisse de la production de la branche « travail du bois et fabrication d'articles en bois » (-69,8%), celle de la branche de « fabrication d'ouvrages en métaux » (-72,4%) et celle de la branche « fabrication de produits chimiques » (-68,8%). Toutefois, sur la même période, on a pu noter des hausses significatives notamment dans les branches suivantes : « produits divers des industries extractives » et « métallurgie, fonderie ». Comparativement à la même période de l'année dernière, l'indice augmente de 10,8%.

## Activité dans le commerce et les services<sup>3</sup>

Au Bénin, au cours de la période considérée, l'indice du chiffre d'affaires de tous les secteurs, y compris le commerce et les services, a baissé de 2,5% par rapport au trimestre précédent. Cette mauvaise tenue de l'indice s'explique surtout par les baisses enregistrées au niveau du chiffre d'affaires des secteurs des autres industries, des industries cimentières, des transports, postes et télécommunications et des autres industries manufacturières hors cotonnières. Il faut aussi souligner les bonnes performances au niveau des industries cotonnières et textiles, des assurances et assimilées et du secteur des banques et assimilées.

En glissement annuel, l'indice global a augmenté de 6,3% en lien avec les hausses des chiffres d'affaires enregistrées par les industries cotonnières et textiles, les industries cimentières, les industries métalliques et les industries chimiques.

En Côte d'Ivoire, l'indice du chiffre d'affaire du commerce de détail a baissé de 7,8% au premier trimestre 2018 comparativement au trimestre précédent. Cette contreperformance s'explique notamment par les baisses enregistrées aux niveaux des autres appareils électriques, de la parfumerie et produits de beauté et des articles de presse, papeteries, librairies et fournitures scolaires. Comparativement à la même période de l'année dernière, l'indice augmente de 5,1%.

Au Sénégal, le chiffre d'affaires du commerce a baissé de 1,7% au premier trimestre 2018, comparativement au quatrième trimestre 2017. Ce recul s'explique surtout par la baisse du chiffre d'affaires du commerce de gros et de détail. En glissement annuel, l'indice a progressé de 3,5% en raison du commerce de véhicules.

Au premier trimestre de cette année, comparativement à un trimestre auparavant, l'indice du chiffre d'affaires des services a reculé de 6,5%. Cette diminution provient essentiellement d'une baisse au niveau des banques et assurances. En glissement annuel, cet indice a baissé de 0,7% en raison d'un recul du chiffre d'affaires des services sanitaires,

## Créations d'entreprises

1121 entreprises ont été enregistrées au premier trimestre de cette année contre 1077 entreprises au trimestre précédent au Bénin soit une hausse de 4,4%. Toutefois, comparativement à la même période de l'année précédente, le nombre d'entreprises enregistrées baisse de 35,2%.

Au Niger, 1439 entreprises ont été enregistrées au premier trimestre 2018 contre 1217 au trimestre précédent, soit une hausse de 18,2%. En glissement annuel, le nombre d'entreprises enregistrées augmente de 38,8%.

Au premier trimestre de cette année, 13959 entreprises ont été enregistrées au Sénégal contre 10780 au cours du trimestre précédent, soit une hausse de 29,5%. Au

---

<sup>3</sup> Seuls le Bénin, la Côte d'Ivoire et le Sénégal ont transmis des données sur l'indice du chiffre d'affaires du commerce et/ ou des services

nombre de celles-ci, on compte 83,4% entreprises individuelles. Par rapport à la même période de l'année dernière, on a une hausse de 11,5%.

## 2.2. Evolution de l'inflation

Au cours du premier trimestre 2018, l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC) s'est établi à 112,3, s'inscrivant ainsi en hausse de 0,4% par rapport au trimestre précédent. Par rapport au premier trimestre 2017, l'IHPC est ressorti en hausse de 1,2%.

En variation trimestrielle, cette hausse de l'IHPC au niveau de l'Union s'explique par l'évolution à la hausse de la plupart des sous-indices associés à ses principales composantes, notamment celles relatives à l'« Alimentation et boissons alcoolisées » (+0,5%), au « Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles » (+0,7%), au « Transport » (+0,2%) et à la « Restauration et hôtels » (+0,4%).

Concernant l'évolution de l'IHPC en glissement annuel, elle a été similaire à celle observée en variation trimestrielle, même si les hausses de prix observées se sont révélées plus marquées, avec des progressions respectives de 1,7%, 1,0%, 1,2% et 2,5% pour les composantes de l'IHPC précitées. Il faut toutefois souligner la hausse de 4,2% relevée au niveau de la composante « Meubles, articles de ménages et entretien courant du foyer » et le repli de 3,5% de la fonction « Communication ».

**Tableau 4 :** Evolution de l'IHPC trimestriel de l'Union, par fonction, au premier trimestre 2018

FONCTION DE CONSOMMATION	Pond.	2017				2018	Variations (%)	
		Trim1	Trim2	Trim3	Trim4	Trim1	1T18 / 4T17	1T18 / 1T17
Alimentation et boissons non alcoolisées	3104,5	119,3	122,5	122,5	120,7	121,3	0,5	1,7
Boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants	84,3	110,9	110,5	110,4	111,1	111,5	0,3	0,5
Articles d'habillement et chaussures	936,4	108,0	107,7	107,8	108,2	108,3	0,1	0,3
Logement, eau, électricité, gaz, et autres combustibles	1246,5	111,5	111,4	111,1	111,8	112,6	0,7	1,0
Meubles, articles de ménages et entretien courant du foyer	428,4	110,1	112,9	113,7	114,7	114,7	0,0	4,2
Santé	360,6	104,3	104,0	104,3	104,1	104,5	0,4	0,2
Transport	1192,2	104,8	105,0	105,0	105,8	106,1	0,2	1,2
Communication	635,1	79,9	78,3	78,2	76,9	77,0	0,2	-3,5
Loisir et culture	283,2	102,6	102,6	102,8	103,0	103,1	0,1	0,5
Enseignement	271,7	119,3	119,2	119,4	120,0	120,0	0,0	0,6
Restaurant et hôtel	1010,4	117,9	119,4	119,8	120,3	120,8	0,4	2,5
Biens et services divers	446,7	108,8	110,1	108,4	109,1	110,1	0,9	1,2
<b>Total</b>	<b>10000,0</b>	<b>111,0</b>	<b>112,1</b>	<b>112,1</b>	<b>111,9</b>	<b>112,3</b>	<b>0,4</b>	<b>1,2</b>

Source : Commission de l'UEMOA

L'évolution relativement faible de l'IHPC observée au niveau régional traduit une dynamique contrastée à travers les Etats membres de l'Union. En effet, si, en variation

trimestrielle, l'indice régional s'est affiché en hausse en Côte d'Ivoire (+0,6%), au Niger (+2,4%) et au Togo (+1,1%), il a, sur la même période, évolué à la baisse au Bénin (-0,9%), au Burkina Faso (-0,7%), en Guinée-Bissau (-0,4%), au Mali (-1,0%) et au Sénégal (-1,0%)

Comparativement au premier trimestre de l'année 2017, le niveau général des prix s'est affiché en hausse dans tous les Etats membres de l'Union, sauf en Guinée-Bissau où il s'est replié de 0,3%. Tandis que l'IHPC régional est resté plutôt stable en Côte d'Ivoire (+0,1%) et au Sénégal (+0,0%), l'évolution des prix a été marquée par la forte augmentation relevée au Niger avec une inflation de 6,5% en glissement annuel, sous l'impulsion des hausses de prix observées pour les fonctions « Logement, électricité, eau, gaz et autres combustibles » (+7,6%) et « Transport » (+3,4%).

**Tableau 5 :** Evolution de l'IHPC trimestriel de l'Union, par Etat membre, au premier trimestre 2018

PAYS	Pondération	2017				2018	Variations (%)	
		Trim4	Trim1	Trim2	Trim3	Trim4	1T18 / 4T17	1T18/ 1T17
BENIN	807,3	110,3	112,1	112,3	112,6	111,6	-0,9	1,2
BURKINA	849,0	106,6	108,7	109,4	109,2	108,5	-0,7	1,8
COTE D'IVOIRE	3 796,9	115,0	116,3	114,9	114,4	115,0	0,6	0,1
GUINEE-BISSAU	216,6	110,1	110,2	112,2	110,2	109,8	-0,4	-0,3
MALI	740,0	111,8	113,5	116,3	115,3	114,2	-1,0	2,2
NIGER	602,8	107,7	109,4	111,2	112,0	114,7	2,4	6,5
SENEGAL	1 958,6	105,6	104,0	106,7	106,7	105,6	-1,0	0,0
TOGO	1 028,9	116,0	117,5	116,2	115,0	116,2	1,1	0,2
<b>UEMOA</b>	<b>10 000,0</b>	<b>111,0</b>	<b>112,1</b>	<b>112,1</b>	<b>111,9</b>	<b>112,3</b>	<b>0,4</b>	<b>1,2</b>

Source : Commission de l'UEMOA

Au niveau régional, les prix des produits frais ont enregistré une baisse de 1,7%, par rapport au quatrième trimestre 2017, tandis que pour les prix des produits énergétiques, l'IHPC y relatif a affiché une progression modérée à la hausse (+0,7%). En conséquence, l'inflation sous-jacente, c'est-à-dire hors produits frais et énergétiques, a légèrement progressé de 0,3 point pour se situer à 0,4% sur les trois premiers mois de l'année 2018.

Au niveau des Etats membres de l'Union, on note une baisse relativement importante des prix des produits frais au Bénin (-3,7%) et au Niger (-2,6%). En revanche, dans le même temps, la Côte d'Ivoire (+1,7%) et le Togo (+1,5%) ont enregistré des hausses relativement plus importantes de l'indice considéré. Concernant les prix des produits énergétiques, ils ont globalement affiché des évolutions modérées à la hausse ou à la baisse, à l'exception notable du Niger (+2,3%) et de la Guinée-Bissau (+1,1%), dans une moindre mesure.

**Tableau 6 :** Inflation sous-jacente et nomenclature secondaire de l'IHPC au 1<sup>er</sup> trimestre 2018 (par rapport au 4<sup>ème</sup> trimestre 2017)

Libellé	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	Union
Indice produit frais	-3,7	-0,5	1,7	-0,7	-1,1	-2,6	-0,6	1,5	-1,7
Indice Energie	-0,7	-0,1	0,0	1,1	0,3	2,3	0,0	0,8	0,7
<b>Taux d'inflation sous-jacente</b>	<b>-0,1</b>	<b>-0,1</b>	<b>-0,2</b>	<b>-0,4</b>	<b>0,3</b>	<b>1,6</b>	<b>0,0</b>	<b>0,2</b>	<b>0,4</b>
produits locaux	-1,3	-0,3	0,1	-0,3	-0,2	0,5	-0,2	0,7	0,2
produits importés	-0,2	0,0	0,0	-0,3	0,0	0,8	0,1	0,0	0,3
produits du secteur primaire	-4,3	-0,5	2,3	-2,4	-0,8	-1,9	-0,4	1,4	0,6
produits du secteur secondaire	-0,4	0,0	0,0	-1,1	0,1	2,0	-0,1	0,4	0,6
produits du secteur tertiaire	0,0	0,0	-0,2	0,0	0,4	1,9	0,0	0,2	0,6
Biens non durables	-1,9	-0,3	-0,8	-0,4	1,5	-0,3	-0,3	0,9	-0,4
Biens semi durables	0,0	0,0	1,3	0,3	0,6	2,3	-0,1	-0,5	1,7
Biens durables	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,1	2,3	0,1	0,0	0,2

Source : Commission de l'UEMOA

Par rapport à l'année 2017, le niveau moyen des prix à la consommation sur les trois premiers mois de l'année 2018 est en hausse de 0,2%. Les variations du niveau général des prix sont ressorties relativement modérées dans la plupart des Etats membres de l'Union, sauf au Niger où une hausse de +3,5% a été observée, ainsi qu'en Guinée-Bissau et au Sénégal où des baisses respectives de 1,5% et 1,6% ont été observées.

### 2.3. Secteur extérieur

#### Exportations

A l'instar du dernier trimestre de l'année précédente, les exportations de l'Union ont connu une progression à la hausse au cours du premier trimestre de 2018. Cette amélioration de 621,3 milliards de FCFA soit une progression relative de 19,7%. La hausse est observée au niveau de tous les Etats membres à l'exception du Mali et du Niger. La progression est plus prononcée en Côte d'Ivoire (26,5%) grâce aux ventes de conserves et préparations alimentaires ainsi que les exportations de produits manufacturés. Toutefois, les activités liées aux exportations en volume au niveau des ports de la Côte d'Ivoire sont restées relativement stables entre les deux trimestres considérés.

Au Sénégal, les exportations de biens affichent une progression de 18,7% sur la période sous revue, en lien avec les performances des produits alimentaires, de l'acide phosphorique, des produits pétroliers, du ciment ainsi que des engrais minéraux et chimiques.

En glissement annuel, les exportations présentent une diminution de 6% suite au repli observées dans les grandes économies de la sous-région (Cote d'Ivoire : -17,5%, Sénégal : 11,9%). Les efforts du Bénin, du Burkina et du Mali ont quelque peu atténués les effets de la baisse dans les autres Etats.

En effet au Sénégal, la valeur des exportations a réplé de 51,8 milliards au premier trimestre 2018, du fait notamment du ciment et du titane

Les résultats du Bénin et du Burkina sont à attribuer à la campagne agricole et aux produits miniers respectivement.

En volume, les activités d'exportation au port de Cotonou ont progressé en glissement annuel de 46,7%.

**Tableau 7** : Evolution trimestrielle des exportations en valeur (en mds FCFA)

	1T17	2T17	3T17	4T17	1T18
<b>Bénin</b>	98,99	174,13	75,59	80,98	147,15
<b>Burkina Faso</b>	456,95	446,31	310,72	461,66	593,86
<b>Côte d'Ivoire</b>	2 448,49	2 086,45	1 238,72	1 596,68	2 020,13
<b>Guinée Bissau</b>	0,00	75,36	35,81	3,15	5,21
<b>Mali</b>	368,50	352,71	358,86	473,35	456,87
<b>Niger</b>	83,35	88,28	95,28	108,18	56,83
<b>Sénégal</b>	436,01	402,71	324,04	323,64	384,20
<b>Togo</b>	121,38	118,61	90,41	103,23	107,97
<b>UEMOA</b>	4 013,67	3 744,56	2 529,43	3 150,88	3 772,22

Source : INS des Etats

### **Importations**

Entre le dernier trimestre de 2017 et le premier de l'année en cours, les importations en valeur de l'Union n'ont presque pas variées (+0,3%) en liaison avec le recul du Bénin (-30,2%), Burkina (-6,8%) et du Togo (-4,5%).

Le repli noté pour la Côte d'Ivoire au cours du 4ème trimestre ne s'est pas répété. Les importations en valeur augmentent de 4,0% grâce aux biens de consommation tandis que les biens intermédiaires et les biens d'équipement baissent.

Au Sénégal, les importations sont restées quasi stables, passant à 942,6 milliards contre 941 milliards au trimestre précédent.

**Tableau 8** : Evolution trimestrielle des importations en valeur (en mds)

	1T17	2T17	3T17	4T17	1T18
<b>Bénin</b>	356,25	360,48	498,88	483,63	337,54
<b>Burkina Faso</b>	492,46	548,34	584,52	589,50	549,20
<b>Côte d'Ivoire</b>	1 263,39	1 619,58	1 326,94	1 380,34	1 399,14
<b>Guinée Bissau</b>	23,14	33,13	29,98	31,60	23,96
<b>Mali</b>	624,30	640,90	732,50	560,60	702,50
<b>Niger</b>	203,27	248,58	253,19	287,00	343,47
<b>Sénégal</b>	805,50	908,77	881,25	940,98	942,60
<b>Togo</b>	220,58	222,82	232,16	261,60	249,91
<b>UEMOA</b>	3 988,90	4 582,61	4 539,42	4 535,25	4 548,32

Source : INS des Etats

Comparativement au premier trimestre de 2017, la tendance est à une hausse de 559,4 mds de FCFA (14,0%) consécutivement aux résultats de tous les Etats à l'exception du Bénin qui continue de présenter un repli.

En glissement annuel, les importations du Sénégal ont enregistré une hausse de 17,0% notamment du fait des produits pétroliers, des «véhicules, matériels de transport et pièces détachées automobiles», des produits alimentaires et des produits pharmaceutiques.

### **Taux de couverture**

Le premier trimestre de l'année en cours, présente une situation de déséquilibre du commerce extérieur à l'instar des trois trimestres précédents malgré les bonnes performances de la Côte d'Ivoire (+144,4%) et du Burkina (+108,1%).

Il faut souligner que l'amélioration de 19,7% des exportations observée dans l'ensemble de l'Union a permis un progrès du taux de couverture de 13,4 points de pourcentage comparativement au trimestre passé.

En glissement annuel, le taux présente un recul de 17,7 points de pourcentage. Ce repli est très accentué au niveau de la Côte d'Ivoire (49,4 points de pourcentage) et du Niger (24 points de pourcentage). Le Bénin, le Burkina, la Guinée Bissau et le Mali affichent des progrès.

**Tableau 9** : Evolution trimestrielle du taux de couverture dans l'Union (en %)

	1T17	2T17	3T17	4T17	1T18
<b>Bénin</b>	27,79%	48,31%	15,15%	16,75%	43,59%
<b>Burkina Faso</b>	92,79%	81,39%	53,16%	78,31%	108,13%
<b>Côte d'Ivoire</b>	193,80%	128,83%	93,35%	115,67%	144,38%
<b>Guinée Bissau</b>	0,00%	227,46%	119,43%	9,98%	21,73%
<b>Mali</b>	59,03%	55,03%	48,99%	84,44%	65,04%
<b>Niger</b>	41,00%	35,51%	37,63%	37,69%	16,55%
<b>Sénégal</b>	54,13%	44,31%	36,77%	34,39%	40,76%
<b>Togo</b>	55,03%	53,23%	38,94%	39,46%	43,20%
<b>UEMOA</b>	<b>100,62%</b>	<b>81,71%</b>	<b>55,72%</b>	<b>69,48%</b>	<b>82,94%</b>

**Source** : Calculs de la DPEE/DPE/Commission UEMOA sur la base des données des INS

### **Solde commercial**

Au terme du premier trimestre 2018, le solde commercial dans l'UEMOA est toujours déficitaire à hauteur de 776 mds de F CFA, même si celui-ci est moins important que celui du trimestre précédent qui était évalué à 1384 mds de F CFA. Il semblerait que la situation exceptionnelle observée au 4<sup>ème</sup> trimestre 2017 est en train de se corriger progressivement. En comparaison au trimestre précédent, le solde commercial s'est amélioré de 608,3 mds de F CFA. Cette performance est le fruit des efforts conjugués de tous les Etats, à l'exception du Mali et du Niger, en lien avec la hausse des exportations et la quasi stabilité des importations.

En glissement annuel, la situation observée au cours du premier trimestre de l'année 2017 est une exception conjoncturelle. Le solde commercial affiche une détérioration de 776,1 mds de FCFA.

**Tableau 10** : Evolution trimestrielle du solde commercial dans l'Union (mds FCFA)

	1T17	2T17	3T17	4T17	1T18
<b>Bénin</b>	-257,26	-186,35	-423,29	-402,64	-190,39
<b>Burkina Faso</b>	-35,50	-102,03	-273,80	-127,84	44,66
<b>Côte d'Ivoire</b>	1 185,11	466,86	-88,22	216,34	620,99
<b>Guinée Bissau</b>	-23,14	42,23	5,83	-28,44	-18,75
<b>Mali</b>	-255,81	-288,19	-373,64	-87,25	-245,63
<b>Niger</b>	-119,92	-160,30	-157,90	-178,82	-286,64
<b>Sénégal</b>	-369,49	-506,06	-557,20	-617,34	-558,40
<b>Togo</b>	-99,20	-104,21	-141,75	-158,37	-141,94
<b>UEMOA</b>	24,77	-838,05	-2 009,98	-1 384,37	-776,10

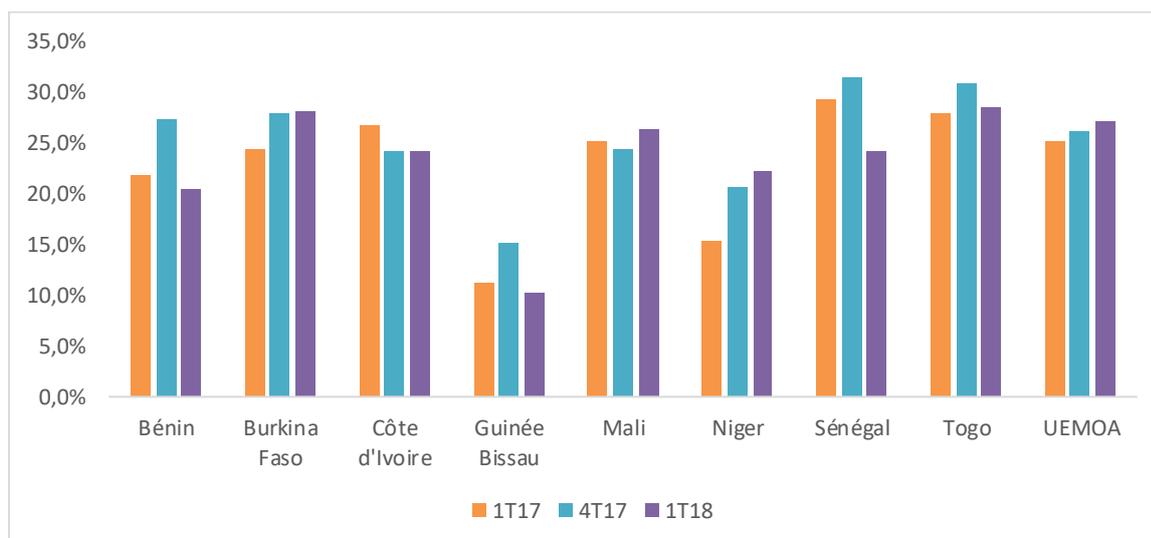
**Source** : Calculs de la DPEE/DPE/Commission UEMOA sur la base des données des INS

## Compétitivité extérieure

### Taux de pénétration

Le premier trimestre de l'année 2018 est caractérisé par une légère progression du taux de pénétration comparativement au trimestre précédent. Ainsi, la période sous revue affiche une couverture du marché intérieur de l'Union de 27,2% contre 26,2% à la période précédente. Comparé à la même période de l'année 2017, il est observé un progrès de 2,1 points de pourcentage. Cette situation traduit bien les difficultés d'amélioration de la production et des exportations des Etats de l'Union.

**Graphique 4** : Evolution trimestrielle du taux de pénétration dans l'Union en %



## 2.4. Finances publiques

### 2.4.1. Recettes<sup>4</sup>

Lors du premier trimestre 2018, les données conjoncturelles sur les finances publiques de l'Union indiquent que les recettes totales s'y sont établies à 2 857,1 mds de FCFA, contre 2 609,3 mds de FCFA sur les trois premiers mois de l'année 2017. En somme, cette évolution correspond à une augmentation absolue de 247,8 mds de FCFA et à une progression relative de 9,5% en glissement annuel.

**Tableau 11** : Recettes et dépenses publiques dans les Etats membres de l'UEMOA au premier trimestre 2018 (en mds de FCFA).

Rubriques	Etats membres							
	Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo
<b>Recettes Totales</b>	<b>396,8</b>	<b>333,0</b>	<b>1058,8</b>	<b>17,6</b>	<b>356,8</b>	<b>191,9</b>	<b>502,3</b>	-
	<i>189,6</i>	<i>284,4</i>	<i>1179,1</i>	<i>16,3</i>	<i>350,1</i>	<i>152,1</i>	<i>437,7</i>	<i>117,9</i>
	109,3%	17,1%	-10,2%	7,5%	1,9%	26,2%	14,7%	-
<b>Recettes Fiscales</b>	<b>332,0</b>	<b>300,2</b>	<b>844,8</b>	<b>14,9</b>	<b>304,3</b>	<b>182,9</b>	<b>440,4</b>	<b>332,0</b>
	<i>160,9</i>	<i>258,0</i>	<i>909,2</i>	<i>13,0</i>	<i>302,2</i>	<i>147,6</i>	<i>396,4</i>	<i>109,1</i>
	106,3%	16,4%	-7,1%	14,2%	0,7%	23,9%	11,1%	-
<b>Recettes non fiscales</b>	<b>64,8</b>	<b>32,8</b>	<b>156,7</b>	<b>2,7</b>	<b>3,9</b>	<b>8,6</b>	<b>22,9</b>	-
	<i>28,7</i>	<i>26,4</i>	<i>180,2</i>	<i>3,3</i>	<i>5,7</i>	<i>4,5</i>	<i>9,6</i>	<i>8,7</i>
	125,7%	24,3%	-13,1%	-19,1%	-32,4%	91,1%	138,5%	125,7%
<b>Dépenses Totales</b>	<b>511,1</b>	<b>467,6</b>	<b>1169,9</b>	<b>21,2</b>	<b>370,5</b>	<b>240,6</b>	<b>654,9</b>	-
	<i>231,9</i>	<i>343,4</i>	<i>1249,6</i>	<i>37,1</i>	<i>363,7</i>	<i>180,4</i>	<i>735,3</i>	<i>129,0</i>
	120,4%	36,2%	-6,4%	-43,0%	1,9%	33,4%	-10,9%	-
<b>Dépenses Courantes</b>	<b>379,2</b>	<b>360,4</b>	<b>731,8</b>	<b>21,1</b>	-	<b>138,9</b>	<b>193,3</b>	-
	<i>164,7</i>	<i>244,9</i>	<i>681,1</i>	<i>26,0</i>	-	<i>136,1</i>	<i>195,6</i>	<i>112,9</i>
	130,2%	47,2%	7,4%	-19,0%	-	2,1%	-1,2%	-
<b>Dépenses en Capital</b>	<b>131,9</b>	<b>107,2</b>	<b>311,6</b>	<b>0,1</b>	<b>85,0</b>	<b>101,7</b>	<b>220,3</b>	<b>131,9</b>
	<i>67,2</i>	<i>98,5</i>	<i>400,1</i>	<i>14,2</i>	<i>104,1</i>	<i>44,3</i>	<i>339,2</i>	<i>41,9</i>
	96,4%	8,8%	-22,1%	-99,3%	-18,3%	129,6%	-35,1%	-
<b>Solde Global</b>	<b>-114,3</b>	<b>-92,6</b>	<b>-77,7</b>	<b>-3,2</b>	<b>-13,7</b>	<b>-48,7</b>	<b>-50,1</b>	-
	<i>-42,3</i>	<i>-34,8</i>	<i>-30,0</i>	<i>-7,0</i>	<i>-13,6</i>	<i>-26,7</i>	<i>-151,5</i>	<i>5,0</i>
	170,3%	165,8%	159,3%	-55,0%	0,9%	82,4%	-66,9%	-

**Note** : Les chiffres en gras correspondent aux chiffres du premier trimestre 2018, tandis que les chiffres en italiques sont les chiffres du premier trimestre 2017. Les taux de croissance en glissement annuel sont présentés en pourcentage.

**Source** : CNPE/Commission de l'UEMOA

Concernant l'évolution de la situation financière dans les Etats membres, la hausse des recettes totales observée au niveau de l'Union s'explique, notamment, par la forte augmentation de recettes observée au Bénin, évaluée à 207,2 mds de FCFA, soit une

<sup>4</sup> Les données du Bénin, du Niger et Togo sur les finances publiques relatives au deuxième trimestre 2017 ne sont pas encore disponibles. Ainsi, les commentaires sur les finances publiques de l'Union concernent, sauf indication contraire, la situation hors Bénin, Niger et Togo.

progression relative de 109,3%. Dans une moindre mesure, elle relève aussi des augmentations de recettes enregistrées au Sénégal (+64,6 mds, soit +14,7%), au Burkina Faso (+48,6 mds, soit +17,1%) et au Niger (+39,8 mds, soit +26,2%). En revanche, sur la même période, les recettes totales se sont inscrites en baisse de 120,3 mds de FCFA (-10,2%).

Concernant les principales composantes des recettes budgétaires, il apparaît que l'augmentation des recettes totales de l'Union a été largement portée par la dynamique des recettes fiscales qui se sont affichées en hausse de 232,1 mds de FCFA, soit une progression relative de 10,6% en glissement annuel. Du point de vue des contributions respectives des Etats membres, il ressort de l'analyse que cette évolution des recettes fiscales a, tout comme dans le cas des recettes totales, été impulsée par les augmentations des recettes enregistrées au Bénin (+171,1 mds, soit +106,3%), au Sénégal (+44,0 mds, soit +11,1%), au Burkina Faso (+42,2 mds, soit +16,4%) et au Niger (+35,3 mds, soit +23,9%).

S'agissant des recettes non fiscales, elles ont connu une augmentation absolue de 33,9 mds de FCFA par rapport au premier trimestre 2017, pour se situer à 292,3 mds de FCFA au premier 2018, soit une évolution relative positive de 13,1%. Cette augmentation modérée tient à l'évolution contrastée des recettes non fiscales à travers les Etats membres de l'Union sur la période. En effet, ces recettes se sont affichées en hausse au Bénin (+36,1 mds, soit +125,7%), au Sénégal (+13,3 mds, soit +138,5%), au Burkina Faso (+6,4 mds, soit +24,3%) et au Niger (+4,1 mds, soit +91,1%). Dans le même temps, les recettes non fiscales de la Côte d'Ivoire ont diminué de 120,3 mds de FCFA, soit une baisse relative de 13,1% en glissement annuel.

#### **2.4.2. Dépenses**

Au premier trimestre 2018, les dépenses publiques totales de l'Union sont ressorties en hausse de 294,4 mds de FCFA, soit une augmentation relative de 9,4%, par rapport au premier trimestre de l'année 2017. Cette évolution des dépenses publiques de l'Union s'explique par une orientation contrastée des politiques budgétaires nationales sur la période considérée. Elle résulte essentiellement de l'augmentation de 279,2 mds de FCFA des dépenses au Bénin (+120,4%), en glissement annuel, et, dans une moindre mesure, des hausses respectives de 124,2 mds de FCFA (+36,2%) et 60,2 mds de FCFA (+33,4%) observées au Burkina Faso et au Niger. Toutefois, il faut noter que, sur la même période, les dépenses totales ont évolué à la baisse dans les deux premières économies de l'Union, avec des diminutions respectives de 80,4 mds de FCFA (-10,9%) et 79,7 mds de FCFA (-6,4%) au Sénégal et en Côte d'Ivoire.

L'analyse des principales composantes des dépenses publiques permet de constater que celles-ci sont ressorties en hausse de 376,3 mds de FCFA, c'est-à-dire en progression relative de 26,0% par rapport au premier trimestre de l'année écoulée. Cette dynamique des dépenses publiques au niveau régional a notamment été

marquée par les évolutions à la hausse des dépenses courantes relevées au Bénin (+214,4 mds, soit +130,2%), au Burkina Faso (+124,2 mds, soit +36,2%) et en Côte d'Ivoire (+50,7 mds, soit +7,4%). Dans les autres Etats membres de l'Union, les dépenses courantes sont restées relativement stables, avec notamment un repli de 2,3 mds de FCFA (-1,2%) au Sénégal.

Concernant les dépenses en capital, elles ont évolué à la baisse au niveau de l'Union, diminuant de 109,7 mds entre les premiers trimestres 2017 et 2018, soit un repli de 10,3% en glissement annuel. Cette atonie des dépenses d'investissement, au niveau régional, a été largement impulsée par la baisse de plus d'un tiers (-118,9 mds, soit -35,6%) des dépenses en capital du Sénégal ainsi que par celle de près d'un quart (-88,5 mds, -22,1%) des dépenses d'investissement en Côte d'Ivoire. Si des baisses de dépenses en capital ont aussi été observées en Guinée-Bissau et au Mali, elles ont été d'une ampleur modérée, en termes absolus (respectivement, -14,1 mds et -19,1 mds). En revanche, sur la même période, les dépenses en capital se sont affichées en hausse dans les autres Etats membres de l'Union, notamment au Bénin (+64,7 mds, soit +96,4%) et au Niger (+57,4 mds, soit +129,6%).

### **2.4.3. Solde budgétaire**

L'exécution budgétaire au premier trimestre 2018 indique que, globalement, la position budgétaire de l'Union s'est dégradée de 50,9 mds de FCFA par rapport au premier trimestre 2017, pour se situer à -502,9 mds de FCFA sur les trois (03) premiers mois de l'année en cours. Cette dynamique de la position budgétaire régionale résulte principalement de la dégradation observée des soldes budgétaires, déjà déficitaires un an auparavant, dans la plupart des Etats membres de l'Union, notamment au Bénin (-72,0 mds, soit +170,3%), au Burkina Faso (-57,8 mds, soit +165,8%), en Côte d'Ivoire (-47,7 mds, soit +159,3%) et au Niger (-22,0 mds, soit +82,4%). En effet, les améliorations de la position budgétaire respectivement observées, sur la même période, au Sénégal (+144,9 mds, soit -48,7%) et en Guinée-Bissau (+3,9 mds, soit -55,0%) n'ont que partiellement contribué à atténuer la dégradation de la position budgétaire de l'Union en glissement annuel.

## **2.5. Situation monétaire**

### **2.5.1. Masse monétaire**

Au terme du premier trimestre 2018, les données conjoncturelles sur la situation monétaire de l'Union permettent de constater une très légère hausse de 31,9 mds de FCFA de la masse monétaire, soit une très légère augmentation relative de 0,1%, par rapport au premier trimestre de l'année 2017. Cette évolution des disponibilités monétaires s'expliquerait essentiellement par la hausse de 311,1 mds de FCFA de la masse monétaire en Côte d'Ivoire correspondant à une progression relative de 3,6%, par rapport au dernier trimestre 2017. Sur la même période, la masse monétaire a évolué à la baisse dans les autres Etats membres de l'Union, notamment au Niger où

elle a enregistré un recul de 136,1 mds de FCFA, soit une diminution relative de 10,6%, mais également, dans une moindre mesure, au Bénin et au Burkina Faso où des baisses respectives de 1,4% et 2,0% ont été observées.

## 2.5.2. Actifs extérieurs nets

Concernant les actifs extérieurs nets, l'analyse des données du premier trimestre de l'année en cours suggère une augmentation de 1 697,2 mds, soit une progression relative de 31,9% par rapport au quatrième trimestre 2017. Cette dynamique des disponibilités extérieures nettes s'explique essentiellement par les évolutions enregistrées pour la Côte d'Ivoire (+1 242,8 mds, soit +70,5%) et le Sénégal (+772,9 mds, soit +59,6%). Sur la même période, il est à souligner que les disponibilités extérieures nettes du Niger ont, quant à elles, enregistré une baisse de 283,0 mds (-49,6%) .

**Tableau 12<sup>5</sup>** : Masse monétaire et contreparties dans les Etats membres de l'UEMOA au premier trimestre 2018 (en mds).

Rubriques	Etats membres							
	Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo
Masse monétaire	1 370,8	3 319,9	8 886,0	-316,60	2 434,7	1 147,5	4 590,7	-
	<i>1 399,4</i>	<i>3 366,7</i>	<i>8 574,9</i>	<i>344,20</i>	<i>2 457,8</i>	<i>1 283,6</i>	<i>4 607,7</i>	<i>1 569,5</i>
	-2,0%	-1,4%	3,6%	-8,0%	-0,9%	-10,6%	-0,4%	-
Actifs Extérieurs Nets	817,1	464,3	3 005,5	202,90	176,4	287,3	2 069,5	-
	<i>876,1</i>	<i>454,9</i>	<i>1 762,7</i>	<i>224,46</i>	<i>140,7</i>	<i>570,3</i>	<i>1 296,6</i>	<i>-0,3</i>
	-6,7%	2,1%	70,5%	-9,6%	25,4%	-49,6%	59,6%	-
Banque Centrale	204,4	-735,2	-	154,80	94,2	297,3	1 629,9	-
	<i>206,5</i>	<i>-876,2</i>	<i>-</i>	<i>176,22</i>	<i>-8,1</i>	<i>486,2</i>	<i>789,0</i>	<i>-</i>
	-1,0%	-16,1%	-	-12,2%	-1257,7%	-38,9%	106,6%	-
Banques commerciales	612,7	1 199,5	-	48,10	82,2	-10,0	439,5	-
	<i>719,7</i>	<i>1 331,1</i>	<i>-</i>	<i>48,24</i>	<i>148,8</i>	<i>84,1</i>	<i>507,6</i>	<i>-</i>
	-14,9%	-9,9%	-	-0,3%	-44,8%	-111,9%	-13,4%	-
Créances sur les autres secteurs	1 377,6	2 471,3	6 352,3	115,20	2 543,1	1 183,3	4 413,7	-
	<i>1 201,2</i>	<i>2 370,2</i>	<i>6 309,6</i>	<i>100,41</i>	<i>2 393,0</i>	<i>780,3</i>	<i>4 209,1</i>	<i>1 060,7</i>
	14,7%	4,3%	0,7%	14,7%	6,3%	51,6%	4,9%	-
Créances nettes sur l'administration centrale	417,8	130,4	1 317,4	61,20	396,4	214,7	-193,8	-
	<i>189,3</i>	<i>66,1</i>	<i>1 846,6</i>	<i>63,57</i>	<i>300,9</i>	<i>119,0</i>	<i>399,1</i>	<i>164,9</i>
	120,7%	97,3%	-28,7%	-3,7%	31,7%	80,4%	-148,6%	-

**Note** : Les chiffres en gras correspondent aux chiffres du premier trimestre 2018, tandis que les chiffres en italiques sont les chiffres du quatrième trimestre 2017. Les taux de croissance trimestriels sont présentés en pourcentage.

**Source** : BCEAO

<sup>5</sup> Les commentaires relatifs à l'Union dans son ensemble ne tiennent pas compte de la situation du Togo. En effet, les données de la situation monétaire ne sont pas encore disponibles, pour cet Etat membre de l'Union, pour le premier trimestre 2018.

### **2.5.3. Créances sur les autres secteurs**

Au premier trimestre de l'année 2018, les créances sur les autres secteurs sont globalement ressorties en hausse de 1 092,7 mds de FCFA au niveau de l'Union, soit une progression relative de 6,3% par rapport au trimestre précédent. Cette évolution des crédits bancaires au secteur privé résulte de la dynamique de hausse observée dans l'ensemble de l'Union. Les hausses les plus remarquables concernant les créances du secteur bancaire sur le secteur privé ont notamment été observées au Niger (+403,0 mds, soit +51,6%), au Sénégal (+204,6 mds, soit +4,9%), au Bénin (+176,4 mds, +14,7%), au Mali (+150,1 mds, soit +6,3%) et au Burkina Faso (+101,1 mds, soit +4,3%).

### **2.5.4. Créances nettes sur l'administration centrale**

Au terme du premier trimestre 2018, il apparaît que les créances nettes sur l'administration centrale de l'Union vis-à-vis du secteur bancaire se sont améliorées de 638,2 mds, par rapport au dernier trimestre de l'année écoulée. Cette évolution de tient essentiellement aux améliorations au niveau du Sénégal et de la Côte d'Ivoire qui ont, respectivement, été de 592,9 mds (-148,6%) et 529,2 mds (-28,7%) en variation trimestrielle, en liaison avec les fonds levés dans le cadre des émissions d'obligations souveraines sur les marchés internationaux (Eurobonds). Dans le même temps, tandis que les créances du secteur bancaire sur le Gouvernement ont crû de 228,4 mds (+120,7%) au Bénin, de moindres augmentations ont été relevées au Niger (+95,7 mds, soit +80,4%), au Mali (+95,5 mds, soit +31,7%) et au Burkina Faso (+63,4 mds, soit +97,3%).

## **2.6. Activités de la BRVM<sup>6</sup>**

A fin mars 2018, la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) enregistre un recul de ses principaux indices. En effet, l'indice BRVM 10 fléchit de 15,4% et l'indice BRVM composite se replie de 17,4% en rapport avec la baisse de l'ensemble des indices sectoriels excepté l'indice « BRVM Agriculture ».

Au niveau des transactions, le volume échangé a progressé de 173,9% en raison du volume important échangé sur le titre ECOBANK TOGO qui a porté sur 6.620.302 titres échangés. La valeur échangée progresse également de 16,4% pour atteindre un total de 77,0 mds de FCFA sur les trois premiers mois de 2018.

Au mois de mars 2018, la rotation moyenne mensuelle des titres sur le marché s'est située à un taux de 3,74%. Quant au taux de rendement moyen, il s'est affiché à 5,20%.

La capitalisation boursière a régressé de 1,9% pour atteindre 9 831,6 mds de FCFA en raison de la baisse de 9,7% de la capitalisation du marché des actions et une hausse de 21,7% de la capitalisation du marché des obligations.

---

<sup>6</sup> Tiré de la note de conjoncture de la Côte d'Ivoire à fin mars 2018

## 2.7. Taux de change effectif réel (TCER)<sup>7</sup>

Le taux de change effectif réel (TCER) s'est apprécié de 4,9% au premier trimestre 2018 par rapport à la même période de l'année passée. Cette évolution reflète principalement la hausse du taux de change effectif nominal (+7,7%), atténuée par un différentiel d'inflation favorable à l'Union de 2,8 points de pourcentage. L'essentiel de l'acquis du changement de parité intervenu en janvier 1994 a été conservé par l'UEMOA. A fin mars 2018, l'Union enregistre un gain net de compétitivité de 31,0% vis-à-vis de l'ensemble de ses partenaires par rapport à 1993.

L'évolution du taux de change effectif nominal au premier trimestre 2018 traduit l'appréciation, en rythme annuel, du franc CFA par rapport aux monnaies de la plupart des pays partenaires de l'Union, notamment le cedi ghanéen (+16,6%), le dollar des Etats-Unis (+15,5%), le naira (+15,2%) et le yen japonais (+10,0%). Toutefois, le taux d'inflation dans l'Union a permis d'atténuer cette appréciation du TCER en se situant à 0,9% au premier trimestre 2018, contre 3,8% en moyenne dans les pays partenaires.

## 3. Principaux faits marquants

### 3.1. Environnement international

Mars 2018 – 44 Etats membres de l'Union Africaine ont signé les textes relatifs à la création de la Zone de Libre Echange Continentale (ZLEC). A terme, cette zone pourrait devenir la plus grande zone de libre-échange au monde. Mais, les économies africaines, plus similaires que complémentaires, doivent se diversifier pour avoir beaucoup de produits à échanger entre eux. 16% du commerce se fait entre pays du continent contre 70% en Europe. L'objectif de la ZLEC est de dynamiser ce commerce intra africain. De plus, en créant ce marché de 1,2 milliards de consommateurs, les usines chinoises ou européennes seront incitées à investir sur le continent.

**Source** : rfi.fr

Mars 2018 – La Grèce se prépare à sortir du programme de prêts et émets des bons du Trésor. Son objectif est de collecter un milliard d'euros. Avec cette émission, le pays poursuit la normalisation de son financement entamée depuis juin dernier avec trois émissions test d'obligations. Ce retour progressif sur les marchés prépare une échéance : celle du mois d'août, lorsque le Fonds monétaire international et l'Union européenne mettront un terme à leurs aides.

**Source** : rfi.fr

Février 2018 – Le Gouvernement français a décidé d'augmenter son aide publique au développement pour le porter à 0,55% du PIB d'ici 2022 contre 0,38% actuellement.

---

<sup>7</sup> Extrait du Rapport sur la politique Monétaire de l'UMOA de la BCEAO (Edition de mars 2018)

Un milliard d'euros supplémentaires seront débloqués dès 2019. Une part plus importante sera faite aux dons par rapport aux prêts. Mais, le financement de toutes ces augmentations n'est pas encore précisé. Pour mieux choisir ses priorités, la France va renforcer sa coopération directe et bilatérale avec les pays bénéficiaires. Le Gouvernement français souhaite aussi renforcer son action dans certains domaines : éducation, environnement, égalité hommes – femmes.

**Source** : rfi.fr

Janvier 2018 – Les Etats – Unis imposent des mesures protectionnistes. Les machines à laver et les panneaux solaires importés seront lourdement taxés dans ce pays. Cette décision a été prise récemment par le Président américain, Donald TRUMP. Le Gouvernement américain veut ainsi lutter contre le dumping des pays asiatiques qui exportent leurs panneaux solaires et leurs machines à laver aux Etats – Unis. Des entreprises comme SAMSUNG et LG ont décidé d'implanter des usines aux Etats – Unis pour échapper à cette taxation. Mais, la Chine et la Corée du Sud ont décidé d'attaquer cette décision devant l'OMC.

**Source** : rfi.fr

### **:I3.2 Pays de l'UEMOA**

Mars 2018 – Au cours du Roadshow qui s'est déroulé du 09 au 15 mars 2018 sur les places financières de Londres, New York, Francfort et Paris, la Côte d'Ivoire a levé 1,7 milliards d'euros, soit 1115 milliards de FCFA. Cet emprunt s'inscrit dans le cadre du financement du budget 2018 de la Côte d'Ivoire qui a prévu un recours aux marchés financiers sous régional et international à hauteur de 1310 milliards de FCFA. Plusieurs facteurs ont milité en faveur de cette sortie sur le marché international notamment la profondeur limitée du marché régional, la forte exposition des investisseurs sur le marché régional et la possibilité pour le pays de se financer à long terme, sans risque de change et à des taux bas, sur un marché euros de plus en plus profond. Le ratio d'endettement devrait être porté à 43,2% à fin 2018 contre 42,6% à fin 2017.

**Source** : Ministère de l'économie et des finances

Février 2018 - Le Fonds monétaire international (FMI) a annoncé l'octroi d'un nouveau prêt de 150,4 millions de dollars au Bénin sur trois ans, visant à soutenir le plan de relance économique. Le plan quinquennal du gouvernement Talon, évalué à plus de 9000 milliards de francs CFA (15 milliards de dollars), devrait notamment permettre de créer plus de marge budgétaire par la modernisation des administrations fiscales et douanières, une meilleure gestion des dépenses publiques et l'amélioration du climat des affaires.

**Source** : IZF.NET

Février 2018 - Les pays donateurs du Partenariat mondial pour l'éducation (PME) ont annoncé des contributions de 2,3 milliards de dollars lors de la conférence qui s'est achevée récemment à Dakar. Cette augmentation substantielle du financement comparé aux 1,3 milliard de dollars apportés au fonds ces trois dernières années, vise à réduire le nombre d'enfants non scolarisés dans les pays les moins avancés, évalué à 264 millions.

**Source** : IZF.NET

Janvier 2018 - Deux nouveaux fournisseurs d'accès internet ont été retenus par les autorités togolaises. Le premier, TEOLIS et le second, Group Vivendi Africa. TEOLIS annonce le début de la commercialisation de ses offres pour le mois de février 2018.

**Source** : [www.republicoftogo.com](http://www.republicoftogo.com)

## Conclusion

L'analyse des principaux signaux économiques montre que la conjoncture au premier trimestre 2018 est bien orientée. En effet, la campagne agricole 2017/2018 a donné des résultats peu satisfaisants dans beaucoup de pays de l'Union mais, la production industrielle a progressé dans certains pays dont les données sont disponibles. De même, le chiffre d'affaires du commerce et/ou des services a aussi augmenté. Au cours de la même période, les cours des principales matières premières exportées par les pays de l'Union sont en hausse à l'exception du café robusta.

Au niveau du commerce extérieur, on a enregistré une hausse des exportations et une quasi-stagnation des importations induisant un solde commercial qui en amélioration. Les finances publiques ont dégagé un solde budgétaire qui se dégrade. Les avoirs extérieurs nets, les crédits à l'économie et la masse monétaire ont progressé. Cependant, tenant compte du poids des matières premières dans les économies de l'Union, on peut postuler que la conjoncture est bien orientée au cours du trimestre étudié.

Par ailleurs, ce début d'année est caractérisé par la confirmation de l'amélioration de l'environnement international. Aux Etats-Unis, en Zone euro, en Chine et en Afrique subsaharienne, l'activité est bien orientée. Cela augure de jours meilleurs pour la conjoncture économique dans la zone UEMOA. En effet, cette embellie stimulerait la demande de matières premières et favoriserait la hausse des prix de ces dernières dont dépendent les pays de l'Union.

Considérant les évolutions positives constatées dans les pays avancés, une amélioration de la demande de matières premières est à envisager. Cela pourrait entraîner la poursuite de l'amélioration de la conjoncture au deuxième trimestre 2018.

Au plan des prévisions, le FMI est optimiste sur l'évolution de l'économie mondiale pour les prochains mois de 2018 et, en conséquence, de la bonne tenue des cours des matières premières. Dans ces conditions, la croissance en Afrique subsaharienne devrait s'améliorer et celle des pays de l'Union ne devrait pas être en reste, ce qui devrait favoriser la bonne orientation de la conjoncture dans les prochains mois.